



projet

COMPTE RENDU DE L'ATELIER : LE MATERIAU BOIS DANS LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN GUYANE.

Cayenne, le 21 novembre 2006

Organisé par :



Financement SPIOM (secteur pilote pour l'innovation outre mer)

SOMMAIRE

<u>I. INTRODUCTION</u>	3
<u>II. OBJECTIF</u>	3
<u>III. PARTICIPATION</u>	4
<u>IV. RESUMES DES PRESENTATIONS ET DES DEBATS</u>	4
IV .1 ETAT DES LIEUX DE L'UTILISATION DU BOIS EN GUYANE (S. MOURAS, CIRAD)	4
IV .2 LA POLITIQUE DU CONSEIL GENERAL (M. YAHIA, CONSEIL GENERAL)	5
IV .3 LA POLITIQUE DU CONSEIL REGIONAL (MME GLAUDIN, CONSEIL REGIONAL)	6
IV .4 LA POLITIQUE DE LA SIMKO (M. MATHIS, SIMKO)	7
IV .5 LE POINT DE VUE DES BUREAUX DE CONTROLE (M. LAGILLIER, BUREAU VERITAS)	8
IV .6 LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION EN BOIS (M. BERLIOZ, CBCI)	9
IV .7 EXEMPLE D'UTILISATION : L'EXTENSION DU LYCEE GONTRAN DAMAS (M. COTTALORDA ET MME PEREZ, ARCHITECTES)	10
IV .8 LE POINT DE VUE DES PRODUCTEURS (M. LOURGUILLOUX, SCIERIE DU LARIVOT)	10
IV .9 LES AVANTAGES TECHNIQUES ET ECOLOGIQUES DU MATERIAU (M.. PIPET, ADEME).	11
IV .10 LA REGLEMENTATION ET LES ACTIONS INCITATIVES DE L'ETAT (MME LECOEUR, DAF)	11
IV .11 LES ACTIONS INCITATIVES DES CHAMBRES CONSULAIRES (M. MEYER, CHAMBRE DE COMMERCE)	11
<u>V. SYNTHESE DES CONSTATS ET PROPOSITIONS FAITS AU COURS DES DEBATS</u>	12

I. Introduction

La forte croissance démographique en Guyane induit de gros besoins en logements et en infrastructures. Par exemple, il se construit actuellement 750 logements sociaux par an en Guyane et l'objectif des pouvoirs publics est de passer à 1500 logements/an d'ici 2010. Cette augmentation pourrait représenter une augmentation du volume de sciage d'environ 2000 m³ par an rien que dans les charpentes. Parallèlement, il va également se construire davantage de maisons individuelles. La Sofitec table sur 1700 maisons par an à l'horizon de 2010, avec un volume de bois par maison qui serait compris entre 5 et 6 m³.

L'utilisation du bois dans ce type de construction représente un fort potentiel de développement économique local tout en s'appuyant sur un bilan environnemental très positif. Les pouvoirs publics comme les collectivités locales misent sur le développement de cette filière pour la création d'emplois et d'activités économiques, le bois étant une des principales ressources de la région.

Pour cela, il est indispensable de développer l'emploi du bois dans les logements dans des usages diversifiés et non plus quasi-exclusivement en charpente.

De plus, le bois est un matériau d'origine naturelle dont la mise en œuvre peut répondre à de nombreux objectifs du développement durable : renouvelable, nécessitant peu d'énergie pour sa transformation, participant au stockage du CO₂, valorisable pour l'énergie en fin de vie.

Le constat de l'utilisation relativement modeste du bois dans la construction des logements malgré tous les atouts de ce matériau conduit à s'interroger sur les freins limitant son usage : le critère économique est évidemment primordial, surtout si les maîtres d'œuvre n'attachent pas d'importance à certains des critères évoqués plus haut. Un autre frein peut être recherché à travers des critères culturels qui entrent aussi en ligne de compte pour le choix des maîtres d'œuvre (la tendance est à la construction en "dur", c'est à dire en maçonnerie, avec climatisation). Enfin, les quelques mauvaises expériences dans l'usage techniquement inapproprié (ou mal adapté) du bois font rapidement mauvaise presse parmi la population et les constructeurs. Cependant, l'image du bois reprend "des couleurs" partout dans le monde et ses atouts en font le matériau d'avenir en Guyane aussi.

L'enjeu est donc de mieux comprendre les contraintes et les freins, économiques, techniques, culturels... à l'utilisation du bois dans la construction de logements et de proposer les actions permettant d'y remédier.

II. Objectif

L'objectif de cet atelier était d'exposer les avantages, les inconvénients et les freins au développement de l'utilisation du bois dans la construction de logements. Il s'agissait d'échanger sur ce thème avec l'ensemble des professionnels concernés : producteurs, fabricants, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, bureaux d'étude et de contrôle, entreprises du bâtiment, afin d'identifier des actions à mettre en œuvre pour lever les freins exprimés.

III. Participation

70 personnes s'étaient inscrites pour participer à cet atelier, dont 60 se sont réellement présentées. 9 personnes non inscrites sont également venues. Au total 69 personnes, en comptant les intervenants, ont participé à l'atelier. La répartition des participants selon leur activité professionnelle est la suivante :



IV. Résumés des présentations et des débats

Les présentations résumées ci-dessous font l'objet d'un CD-ROM disponible sur demande.

IV.1 Etat des lieux de l'utilisation du bois en Guyane (S. Mouras, Cirad)

Cette présentation d'introduction présentait quelques chiffres clés de la construction en Guyane, ainsi que les volumes de bois utilisés, que ce soit les bois locaux ou les produits à base de bois importés.

En 2005, les mises en chantier en Guyane ont été les suivantes :

- dans le logement : 737 maisons individuelles et 659 logements collectifs. La part de logements publics est de l'ordre de 46%. La moyenne des logements est de 80 m² / 4 pièces.

- dans le bâtiment non résidentiel : 65 000 m² de bâtiments, dont 40% public.

Cette même année, le volume de bois locaux utilisés sur le marché local est de 23 600 m³, dont 53 % utilisés en charpente/ossature, 16% en bardage, 10% en coffrage, 10% en menuiseries (huisseries, vantelles ...), 9% en parquets et decks et 2% en frises et lambris. Les principaux produits importés sont les panneaux OSB et contreplaqués (1 340 m³), des portes en bois (13 150 unités), des fenêtres et portes fenêtres en bois (7 000 unités), des parquets contrecollés (4 360 m²), du lamellé collé (670 m³).

Sur la base des ratios de volume indiqués dans l'arrêté d'application de la loi sur l'air, l'ensemble des produits à base de bois utilisés en Guyane représente l'équivalent de 1000 à 1200 maisons à ossature bois « moyenne » (80 m²/F4).

IV .2 La politique du Conseil Général (M. Yahia, Conseil Général)

Le conseil général s'est volontairement engagé dans la construction de collèges en bois au cours de la période 2001 – 2006. Au début, il s'agissait de constructions provisoires pour répondre à une demande urgente, car le délai de construction est significativement plus court, notamment pour les constructions sur le fleuve (6 à 7 mois au lieu de 2 voire 3 ans avec les constructions en dur). Puis les constructions sont devenues définitives grâce aux efforts de la filière, à la sensibilisation par l'Ademe, et l'intervention du Cirad en contrôle. Avec le recul, le maître d'ouvrage a pu analyser les avantages et les inconvénients de l'utilisation du bois.

Avantages :

- réactivité importante
- confort d'utilisation : retour très favorable des enseignants sur le confort thermique des bâtiments, malgré les réticences au début (mauvaise image de la construction bois).
- pas de contrainte particulière sur la sécurité incendie ou autre (bois de Guyane classé M2 en revêtement de murs.)
- bonne intégration dans l'environnement
- Mise en place d'une politique d'entretien : le maître d'ouvrage considère que c'est un point favorable : l'utilisation du bois l'a obligé à prévoir dès le départ le budget d'entretien du bâtiment en sachant que c'était un point sensible souvent négligé.

Inconvénients :

- coût du transport et logistique à adapter pour la construction sur les fleuves. Ceci n'est pas un problème spécifique au matériau bois, mais à tous les matériaux.
- Les salles spécialisées (ateliers, laboratoires ...) ne peuvent pas être en bois, il s'agit donc toujours de constructions mixtes.
- Difficultés d'approvisionnement en bois (sec) à certaines périodes de l'année.
- Nécessité d'un contrôle plus rigoureux de la part du maître d'ouvrage (humidité des bois mis en œuvre, légalité de l'approvisionnement sur le fleuve, ...)

Dans la prochaine période 2007-2013, 9 collèges sont programmés, dont 4 de proximité (communes isolées sur les fleuves). Les solutions bois seront privilégiées.

Interventions des participants :

- La construction en bois coûte-t-elle plus cher ? Le conseil général estime que sur le fleuve le coût d'une construction bois est analogue aux autres matériaux. En fait, il ressort des débats qu'une construction bois est de l'ordre de 10 à 15 % plus cher. Par ailleurs, sur le fleuve, les surcoûts dus aux transports sont du même ordre, mais il est moindre pour le bois puisque qu'une bonne partie peut être approvisionnée sur place.

Exemple : collège de Papaïchton : 1,5 M€ pour 10 salles et 2 logements de fonction, soit 1150 €/m².

- La mairie de Montsinery indique qu'elle a en projet la construction de 2 classes élémentaires et 2 classes primaires, mais que la solution bois est plus chère que la solution béton. Il s'avère que la solution bois comportait une toiture en bardeaux, qui est une technique très coûteuse en main d'œuvre, donc à réserver aux logements haut de gamme.
- La question de la durée de vie du matériau est posée. Le Cirad indique que dans le respect d'une bonne conception des ouvrages, d'un choix approprié d'essences et/ou de traitement et d'un entretien régulier, il n'y a pas de problème de durabilité des ouvrages, des constructions très anciennes à travers le monde -même tropical- en attestent.

IV .3 La politique du Conseil Régional (Mme Glaudin, Conseil Régional)

La Conseil Régional n'a pas de politique particulière en faveur de la construction bois et laisse la liberté aux maîtres d'œuvre de proposer tout type de solution. Le plus souvent, le bois est utilisé en charpente et certains éléments de menuiserie. Des solutions bois ont été retenues pour le lycée Elie Castor (Kourou), le Palais Omnisports, le lycée de Balata, l'extension du lycée Gontran Damas. Des solutions de constructions modulaires en bois ont également été testées de façon à répondre rapidement à la demande, car la construction est alors plus rapide (8-10 mois). Exemple : lycée de St Laurent II, qui au départ devait être provisoire mais qui finalement va rester. Coût de construction réduit de 5 M€, pour un lycée d'une capacité de 600 élèves. Il y a un bon retour des utilisateurs, les locaux sont confortables, aérés et chaleureux. Au niveau des inconvénients :

- Les locaux spécialisés n'ont pas pu être construits en bois.
- Problème d'esthétique car les bois s'assombrissent puis grisailent.
- Il y a eu un problème de termites sur un des bungalows.
- Contrainte d'importer du lamellé collé pour les grande portée (pas de fabrication locale).
- Difficulté d'approvisionnement en bois sec
- Contrainte pour la réaction au feu : demande de dérogation à la SDIS.
- Entretien contraignant : traitement termite + entretien des parquets
- Mauvaise image du bois a priori, donc difficile à faire passer dans les communes et chez les utilisateurs, même si après ils sont satisfaits.

Quelques pistes d'amélioration :

- développer les compétences dans la filière (formation des jeunes, bureau d'étude spécialisés, maîtres d'œuvre)
- développer certaines utilisations (fondation, ébénisterie, aménagement intérieur, panneaux acoustiques, parquets)
- sécuriser la filière d'approvisionnement.

Interventions des participants :

Le SDIS rappelle que l'utilisation du bois en plafond n'est pas possible dans les ERP. Il peut y avoir des dérogations dans certains cas mais elles doivent rester peu nombreuses et dans tous les cas une dérogation exige une compensation qui représente un surcoût de construction. Le Cirad précise qu'effectivement aucun bois ne peut bénéficier d'un classement M1 naturellement. Un tel classement ne peut être obtenu que par un traitement ignifuge à cœur uniquement sur des essences imprégnables. La technologie n'existe pas en Guyane et les essences locales couramment utilisées n'auraient probablement pas une imprégnabilité

suffisante. Par contre des essais en réaction au feu ont été réalisés au CSTB et ont permis d'obtenir un classement M2 de deux essences locales (angélique et amarante) ce qui les rend aptes à l'utilisation en parois verticales dans les ERP, sans dérogation.

IV .4 La politique de la SIMKO (M. Mathis, Simko)

La Simko construit entre 300 et 400 logements sociaux par an, et compte passer à 600 dans la période 2007-2013. Par ailleurs, elle gère un parc de 6000 lotissements. Par le passé, elle a beaucoup utilisé le bois dans ces constructions : des MOB et des RHI, soit environ 380 logements en bois. Les utilisations étaient charpentes, ossatures, escaliers, menuiseries intérieures et extérieures. Elle a également expérimenté les bardeaux en Wapa et du bois massif reconstitué en façades. Elle avait même engagé un technicien pour anticiper les approvisionnements en bois et s'assurer d'avoir des bois secs.

Aujourd'hui, le bois n'est plus utilisé que dans la charpente et les escaliers. Les menuiseries sont en alu et le lot menuiserie est confié à une entreprise générale qui importe les blocs portes (huisseries et ouvrants). Elle invoque plusieurs raisons :

- Difficultés liées à la filière de production : faibles stocks, délais de séchage et de traitement, trésorerie des entreprises limitées, pas de production de série pour diminuer les coûts car pas de standardisation (notamment menuiserie), peu de réponse aux lots « menuiserie bois » de la part des entreprises.
- Difficultés liées au matériau : entretien (traitement anti-termite, peintures), mauvaise image dans le public (bois synonyme de bas de gamme et peu résistant aux intempéries, incendie et effractions)
- Difficultés liées à la réglementation : les DTU bois et les normes de calcul de structure ne sont pas adaptés aux bois de Guyane, les règles de sécurité dans les ERP sont contraignantes et renchérissent les coûts de construction.

Interventions des participants :

En ce qui concerne le manque de réponse aux appels d'offre sur le lot menuiserie, les entreprises de menuiserie ont réagi : d'une part les prix sont trop tirés et ne correspondent pas aux coûts locaux, d'autre part, le lot menuiserie est presque systématiquement inclus dans le lot gros œuvre et les petits artisans n'ont pas la possibilité d'y répondre. On assiste alors à une sous-traitance en cascade qui est préjudiciable à la qualité des travaux et au respect des délais. Un participant précise qu'avec le nouveau code des marchés publics, la séparation des lots est fortement encouragée pour améliorer l'accès des petites entreprises aux marchés publics. Les lots regroupés deviendront l'exception.

La DDE indique que les subventions aux logements sociaux sont plafonnées entre 25 et 35 000 €/logement et qu'il n'était pas question pour l'instant de la revaloriser puisqu'elle est calculé pour un certain temps de retour sur investissement à partir du niveau de loyer qui est par définition modéré. Ceci explique les prix tirés sur le logement social.

Concernant les caractéristiques mécaniques des bois de Guyane, les bureaux de contrôle précisent que le Cirad a édité les valeurs admissibles à appliquer sur les différentes essences de Guyane. Le document a été validé par les bureaux de contrôle et est maintenant systématiquement utilisé. Le Cirad précise également que les valeurs de caractéristiques mécaniques correspondant au nouveau référentiel normatif européen sont également disponibles. Par ailleurs, des propositions d'adaptation des DTU ont été transmises au bureau de normalisation du bois et seront discutées au fur et à mesure que les DTU seront mis en révision. C'est un processus assez long. Enfin, le Cirad suit également les principaux comités de normalisation pour que les nouveaux textes sortent « adaptés ».

IV .5 Le point de vue des bureaux de contrôle (M. Lagillier, Bureau Veritas)

Il s'agit de commentaires sur les performances du bois à travers les différentes missions des bureaux de contrôles, principalement stabilité mécanique et sécurité incendie.

Le premier constat est que le bois est présent partout, dans toutes les régions du monde, dans tous types d'ouvrage (fondations, structure, enveloppe, couverture, menuiserie ...) et depuis longtemps. C'est dire s'il a fait ses preuves.

Concernant la sécurité incendie, il faut bien distinguer deux exigences : la résistance au feu et la réaction au feu. La résistance au feu s'exprime par le temps pendant lequel un élément « en feu » conserve assez de propriétés mécaniques pour assurer sa fonction (fonction porteuse, fonction protectrice ...). Cela s'applique aux structures (charpente, murs porteurs, plancher), et aux portes par exemple. Dans ce cas, le bois n'a pas de problème particulier. Il se consume lentement et garde ses propriétés mécaniques assez longtemps. C'est ensuite une question de dimensionnement des sections en fonction des exigences. On peut répondre sans problème à des exigences d'1 heure stable au feu ou coupe feu.

La réaction au feu est la capacité d'un matériau à s'enflammer plus ou moins facilement.

Dans la réglementation française, cette propriété est classée de M0 (totalement ininflammable et incombustible) à M4 (facilement inflammable). Les exigences de ce type concernent les ouvrages de murs, planchers et plafonds. Le bois est traditionnellement classé M3/M4 en fonction de son épaisseur. Certaines essences de Guyane ont obtenu un classement M2, ce qui les rend éligibles à une utilisation en revêtement de murs (intérieurs ou façades extérieures).

En ce qui concerne la stabilité mécanique, le bois est un matériau solide et facile à mettre en œuvre. Les inconvénients par rapport à la stabilité sont l'hétérogénéité du matériau en fonction de l'essence, le besoin d'entretien lié à sa sensibilité aux agressions (insectes et humidité). Il faut donc, pour assurer la stabilité mécanique dans le temps, utiliser un bois d'une classe de durabilité suffisante par rapport à l'usage, soit naturellement soit par un traitement.

En conclusion, compte tenu des avantages et des inconvénients du bois, son utilisation doit être réfléchie et adaptée pour sa mise en œuvre et son exposition.

Interventions des participants :

Si on veut améliorer l'image du bois chez les particuliers et développer la maison à ossature bois, il faut que la filière puisse apporter des garanties sur les points sensibles du matériau : durabilité et traitement, qualité du bois, humidité ... Existe-il des labels ?

Toutes les scieries et certaines entreprises de construction bois sont équipées de bac de trempage et utilisent toutes le même produit qui a fait ses preuves en Guyane. Toutes les essences n'ont pas besoin de traitement. Les particuliers doivent aussi prendre conseil auprès des professionnels sérieux scieurs ou constructeurs. Il est fait mention de la marque de qualité sur les sciages qui avait été mise en place par le Cirad il y a une dizaine d'années. Cette marque n'est plus en vigueur aujourd'hui au sens où il n'y a plus de contrôle extérieur. Par contre le référentiel technique (classement de qualité des sciages) sert toujours de référence dans les documents commerciaux. C'est le marquage CE sur les produits de la construction qui va prendre le relais de cette marque dans les mois et les années qui viennent.

Par rapport à l'humidité des bois, il se dit communément qu'il n'y a pas de bois sec disponible en stock en Guyane et que cela rallonge encore les délais d'approvisionnement (le séchage + le traitement). Les scieurs précisent qu'il y a des capacités de séchoirs non négligeables en Guyane, et même sous-utilisées mais que d'une part les acheteurs (notamment particuliers) ne

sont pas prêts à payer le prix du séchage (environ 50 €/m³) pour un bois déjà considéré comme trop cher, et que d'autre part, le délai de commande ne permet pas de faire un séchage suffisant, même artificiel. Enfin, il est impossible pour les scieurs d'avoir en stock l'ensemble des sections et des essences demandées (trop grand nombre) et qu'il faudrait un peu plus de standardisation, au moins pour les sections et les longueurs.

IV .6 Le point de vue des entreprises de construction en bois (M. Berlioz, CBCI)

Pour les entreprises de construction bois les principales difficultés sont :

- le manque de planification ou saisonnalité des commandes publiques : les commandes sont plus importantes au deuxième semestre qu'au premier et le délai moyen entre la commande effective et la réalisation est de 15 jours à un mois pour les commandes courantes (inférieures à 1 M€).
- les délais de réactivité sur les approvisionnements en bois (manque de stock, délai de séchage et de traitement)
- le coût du résineux importé est deux fois moindre que celui du bois local
- le coût des produits finis en provenance du Brésil paraissent intéressants en raison du faible coût de main d'œuvre (4€/h au lieu de 20 à 22 €/h en Guyane).

Des propositions d'amélioration :

- meilleure planification des commandes et consultations des acteurs de la filière bois au plus tôt
- exploitation de nouvelles essences pour accroître le rendement de première transformation, baisser les coûts du bois et augmenter le volume global disponible
- plus grande standardisation des produits finis
- faire tomber les idées reçues sur la durabilité des constructions bois (connotations provisoires)
- formation du personnel

Interventions des participants :

Les scieurs déplorent qu'il leur soit très difficile de faire accepter de nouvelles essences par les maîtres d'œuvre ou d'ouvrage. Les bureaux de contrôle pensent qu'il n'y a pas de réticences sur de nouvelles essences à partir du moment où les données sur cette essence sont disponibles ou que le Cirad indique qu'elles peuvent être utilisées dans l'usage prévu. A leur connaissance, il n'y a pas non plus de blocage à ce sujet de la part des maîtres d'œuvre ou d'ouvrage, du moins pour les marchés publics.

Il est proposé de disposer d'une matériauthèque pour que les utilisateurs puissent avoir une idée de l'esthétique du matériau et de son évolution dans le temps. Le Cirad précise qu'une xylothèque d'environ 500 espèces de bois est à la disposition des utilisateurs, et que des essais de vieillissement sont également réalisés sur les bois ou les finitions pour évaluer l'évolution dans le temps.

Une question est posée sur la possibilité de faire des plantations en Guyane. Les essais réalisés par l'ONF et le CIRAD n'ont pas été très satisfaisants. Notamment, la croissance est rapide au début mais faible ensuite et les plantations mono-essence sont plus vulnérables aux agents de dégradations, ce qui entraîne une architecture des arbres impropre à l'exploitation forestière. Par ailleurs, en ce qui concerne l'exploitation des forêts naturelles, leur gestion durable ne nécessite pas une replantation après exploitation. La régénération se fait naturellement de façon satisfaisante, même si la composition floristique n'est pas forcément identique après. Il faudrait au contraire, comme l'ont montré les recherches sur la dynamique de l'écosystème forestier de Guyane, augmenter le taux de prélèvement pour dynamiser

davantage la régénérescence. Les plans d'aménagement permettent de s'assurer que la biodiversité est conservée dans les parcelles de protection.

IV .7 Exemple d'utilisation : l'extension du lycée Gontran Damas (M. Cottalorda et Mme Perez, Architectes).

Il s'agit de la construction de 6 salles de classes et d'un local technique.

Principes constructifs :

- fondations en pieux battus en bois
- ventilation naturelle par des claustras en bois sur toute la façade sous le vent et jalousies en verre au vent.
- Larges débords de toiture pour protéger les façades
- Isolation thermique et phonique de la toiture par un complexe plafond bois + isolant + étanchéité en meps.
- Préfabrication des panneaux de façade en atelier pour réduire les coûts, les délais et améliorer la qualité.

Avantages :

- délai de construction réduit : au total 1 mois de préfabrication en atelier et deux mois de chantier.
- Esthétique : patine du bois
- Nuisances de chantier réduites (bruits)
- Chantier propre
- Albedo élevé
- Résistance au feu des structures en bois
- Bonne durabilité si bonne conception
- Charges propres moindres qu'avec d'autres matériaux

Inconvénients :

- approvisionnement (séchage ...)
- déformations
- nuisibles
- changement d'aspect par perte de coloration ou entretien coûteux si peinture

IV .8 Le point de vue des producteurs (M. Lourgouilloux, Scierie du Larivot)

Les scieurs ont des contraintes de production qu'il faudrait prendre en compte lors des commandes :

- la saisonnalité de l'exploitation : l'exploitation est impossible pendant environ 6 mois de l'année pendant la saison des pluies. Cela oblige donc à exploiter et stocker le bois correspondant à l'année entière sur les 6 mois d'exploitation.
- La composition des parcelles d'exploitation est variable (forêt naturelle), et les essences couramment utilisées ne sont pas toujours présentes en quantité suffisante. Il faudrait donc que les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre soient assez ouverts sur la nature des essences demandées, à partir du moment où elles sont les propriétés requises.
- Il est difficile pour les scieurs d'avoir en permanence des stocks de toutes les sections et essences demandées. Cela représenterait des volumes très importants de stocks, qui coûtent cher.

- Enfin, un des problèmes que rencontrent également les scieurs est qu'ils doivent faire face au manque de trésorerie des artisans et petites entreprises, et sont souvent payés très longtemps après la livraison.

Pour minimiser les conséquences de ces différentes contraintes, les scieurs proposent d'être associés le plus tôt possible, au niveau des appels d'offre aux entreprises, soit directement, soit à travers le Cirad, afin d'anticiper les commandes, pouvoir proposer d'autres essences en fonction de l'état des stocks. Une plus grande standardisation des produits, notamment des menuiseries, de la part des entreprises et des maîtres d'œuvre serait également susceptible de réduire le problème des stocks importants.

IV .9 Les avantages techniques et écologiques du matériau (M.. Pipet, Ademe).

La présentation rappelle les avantages du matériau bois :

- un matériau naturellement sain : participe à la lutte contre l'effet de serre par son stockage de carbone
- à faible énergie grise : peu d'énergie est nécessaire tout au long de son cycle de vie (exploitation, transformation, transport, mise en œuvre, déconstruction et recyclage)
- qui apporte confort et économie : matériau isolant et sans inertie thermique, qui permet d'éviter la climatisation.

IV .10 La réglementation et les actions incitatives de l'Etat (Mme Lecoœur, DAF)

La réglementation concernant l'utilisation du bois s'exprime principalement dans l'arrêté d'application de la loi sur la qualité de l'air qui prévoit que les constructions doivent comporter une certaine quantité de bois en vertu de sa qualité écologique (et notamment le faible niveau d'énergie pour sa transformation, son caractère renouvelable et recyclable). Cet arrêté définit la quantité minimum que doivent comporter les ouvrages.

Plusieurs types de mesures incitatives ont également été définis :

- Le plan d'action en faveur des forêts gérées durablement, qui préconise que dans les marchés publics, la part du bois issus d'exploitations forestières inscrites dans un processus de gestion durable soit de 50% en 2007 et 100% en 2010.
- Le plan bois construction environnement, dont l'objectif est d'augmenter la part du bois dans la construction de 10 à 12,5% à l'horizon 2010 (pour stocker 7 M de tonnes de CO₂). Les actions définies concernent la communication, l'organisation du marché, la recherche, la formation, la structuration de la filière, la réglementation et la normalisation. Les signataires du plan sont les pouvoirs publics (6 ministères), les organisations professionnelles, les centres d'appui à la filière bois et l'ADEME.

Interventions des participants :

Il pourrait également y avoir des mesures financières pour favoriser l'utilisation du bois dans la construction. Il est proposé d'imposer à la défiscalisation sur l'immobilier, une contrepartie consistant à employer du bois.

IV .11 Les actions incitatives des chambres consulaires (M. Meyer, Chambre de commerce)

Les actions incitatives des chambres consulaires sont définies par le « plan de développement concerté » en faveur de la filière bois (PDC). Ce plan a été signé par les deux syndicats des professionnels de la filière bois, l'Etat, la Région Guyane et les deux chambres consulaires. Il

définir un certains d'actions collectives ou individuelles vers les entreprises dans les domaines suivant :

- ✓ Développer une démarche marketing
- ✓ Favoriser l'innovation technologique et la conception de nouveaux produits
- ✓ Maîtriser les composants ingénierie et qualité de l'outil industriel ou artisanal
- ✓ Favoriser le développement international des entreprises

Dans les prochains mois, une action forte menée dans le cadre de ce plan sera l'embauche d'un animateur pour la filière qui devra définir plus précisément les actions et les mettre en œuvre avec les partenaires. Il assurera un accompagnement individuel et collectif de la filière et animera le tissu industriel et artisanal.

L'objectif est d'impliquer dès l'amont le secteur privé et les partenaires économiques ou institutionnels aux projets, afin que ceux-ci collent au plus près des besoins de chacun.

V. Synthèse des constats et propositions faits au cours des débats

Les débats ont permis de dégager d'une part quelques constats sur les principaux freins à l'emploi du bois dans la construction et d'autre part des propositions d'actions à développer pour contribuer à lever ces freins.

Les constats :

- le coût des stocks de bois en scierie est important compte tenu du nombre d'essences et du nombre de sections couramment utilisés,
- les commandes de bois sont souvent très tardives et ne permettent pas forcément une livraison dans les délais impartis
- les commandes dans la construction sont en « dents de scie », mais les conséquences sont les mêmes pour tous les matériaux
- un besoin de garantie, notamment pour le particulier, sur la qualité de la conception et de la mise en œuvre des ouvrages
- un besoin de bureaux d'étude spécialisés dans la conception d'ouvrages en bois
- des contreperformances par un mauvais choix d'essences ou une mauvaise mise en œuvre qui ont contribué à une mauvaise image du bois

Les actions qui pourraient être menées :

- Communiquer sur l'utilisation du bois dans la construction pour améliorer son image auprès du grand public et auprès des donneurs d'ordre
- Concevoir les ouvrages à partir d'éléments plus standardisés (notamment les sections de menuiseries) afin de limiter le problème des stocks en amont.
- Former le personnel pour disposer dans les entreprises de personnel mieux formé au matériau bois pour améliorer la mise en œuvre
- Rédiger des cahiers des charges avec les performances requises en termes de durabilité et de résistance mécanique, et non plus avec des essences de bois (sauf exigences esthétiques)
- Consulter les professionnels ou de leur représentant le plus en amont de la conception pour anticiper les commandes et pouvoir proposer différentes essences
- Etudier des mesures financières pour inciter à l'utilisation du bois dans la construction : par exemple lier la défiscalisation sur l'immobilier à une contrepartie obligeant à utiliser du bois ou plus généralement de matériaux contribuant au développement de l'économie locale.

Les acteurs de la filière, les services de l'Etat concernés et les organisateurs ont pris note de ces différentes possibilités d'action, et s'efforceront de les mettre en place dans la mesure des moyens disponibles. Un suivi de ces actions est prévu, avec notamment l'organisation d'un nouvel atelier courant 2007 pour faire le point.